

la lettre % d'attac

AGIR POUR LA JUSTICE SOCIALE
ET ÉCOLOGIQUE

COMITÉ 19^e-20^e

CONTRE LE G7 POUR UN AUTRE MONDE

Du 24 au 26 août, sept chefs d'États parmi les plus riches de la planète (États-Unis, Japon, Allemagne, France, Royaume-Uni, Italie, Canada) se retrouveront à Biarritz. Si le G7 n'a jamais eu de statut formel, il a longtemps joué un rôle de «gouvernance internationale» et d'impulsion de la mondialisation et du multilatéralisme. Aujourd'hui, des tensions existent entre ces pays, à tel point qu'en 2018 Donald Trump a dénoncé, pendant le vol qui le ramenait aux États-Unis, le communiqué final – pourtant sans consistance – qu'il venait de signer!

Toutefois, s'ils sont divisés sur des questions géopolitiques importantes (Iran, Moyen-Orient, Brexit, etc.), ils appliquent des politiques similaires chez eux: budgets militaires en nette augmentation, politiques anti-migrants, politiques antisociales précarisant le travail, menaçant les retraites et les services publics, accords bilatéraux favorables aux multinationales, absence de volontarisme face au dérèglement climatique et à l'urgence environnementale. C'est pourquoi les plateformes locale (G7EZ!) et nationale (Alternatives au G7), dont Attac est membre, organisent à Irun-Hendaye du 19 au 24 août un village des alternatives, du 21 au 23 un contre-sommet, le 24 une manifestation et le 25 à midi, sur sept places du Pays basque, une zone arc-en-ciel pacifique pour la liberté de manifester. Le contre-sommet sera l'occasion de partager des solutions concrètes pour une politique mondiale qui lutte efficacement contre les inégalités, la pauvreté, et les désastres écologiques et climatiques.

Plus d'information sur le site Attac France, rubrique «Face au G7, Défendons les vraies alternatives».

REFERENDUM AÉROPORTS DE PARIS: dites NON à la privatisation

ADP, C'EST :

- Les trois aéroports internationaux de Paris et sa région, dix aérodromes civils d'aviation générale et un hélicoptère,
- 105 millions de passagers en 2018,
- 51% du trafic aérien intérieur, 83% du fret aérien,
- un chiffre d'affaires consolidé de 4,5 milliards d'euros en 2018,
- 610 millions de bénéficiaires, dont 189 de dividendes versés à l'État en 2018 au titre de sa participation majoritaire (50,6%) au capital de la société,
- 6 680 hectares de superficie, soit l'équivalent des 2/3 de la ville de Paris.

Pour quelles impérieuses raisons le gouvernement se propose-t-il de céder cet actif stratégique qu'est ADP au secteur privé alors que cette société prévoit une croissance de 40% à 50% de son chiffre d'affaires et de ses résultats entre 2018 et 2025? Après la privatisation des autoroutes, dont on admet généralement qu'elle a été un énorme cadeau fait aux méga-entreprises du BTP aux frais des citoyens, cette privatisation s'annonce comme une nouvelle braderie du patrimoine national au bénéfice des mêmes.

Nouveauté : il est possible d'empêcher ce mauvais coup. 248 parlementaires de droite comme de gauche ont initié une procédure de Referendum d'initiative partagée, qui contraindra le gouvernement à soumettre la privatisation d'ADP à referendum si 10% des électeurs inscrits (soit 4,7 millions de signatures) le demandent d'ici au 20 mars 2020. C'est beaucoup, mais ce n'est pas impossible si vous signez la pétition tout de suite et si vous invitez vos proches, amis et relations à faire de même!

Pour signer la pétition :

www.referendum.interieur.gouv.fr/soutien/etape-1

Lire l'intégralité de l'article : <http://www.attac-paris19-20.org>

À VOS AGENDAS!

Assemblée des Gilets jaunes de Belleville, les mercredis, 19 h, bar L'impondérable, 320 rue des Pyrénées, Métro Jourdain, et **des Gilets jaunes du 20^e sud, les jeudis, 19 h**, Café Le Saint-Blaise, 58 rue St-Blaise, Tram-T3b Marie de Miribel.

Acte 32 des Gilets Jaunes, samedi 22 juin, mobilisation générale.

Ouverture prochaine d'un magasin Carrefour, 94 avenue Gambetta.

Pour connaître le jour J : <https://nonaucarrefourarectorat.wordpress.com/>
Carton Rouge, les Gilets jaunes et Attac 19^e-20^e y seront pour protester contre cette implantation nuisible au quartier, au commerce local et à la vie sociale.

Pour un big-bang de la gauche, dimanche 30 juin, 15 h, avec Clémentine Autain, Cirque Tzigane Romanes, square Parodi, boulevard de l'Amiral Bruix, Métro Porte-Maillot. Lire l'appel <https://www.pourunbigbang.fr/>

Pique-nique de fin d'année d'Attac Paris 19^e-20^e, jeudi 4 juillet, 19 h 30, parc de La Villette. Précisions selon la météo : attacparis20@attac.org

ATTAC, QU'EST-CE QUE C'EST?

L'Association pour la taxation des transactions financières et pour l'action citoyenne (Attac) est un mouvement d'éducation populaire tourné vers l'action. Attac se mobilise contre l'hégémonie de la finance et la marchandisation du monde, pour des alternatives sociales, écologiques et démocratiques.

Site Attac France : www.france.attac.org

Comité local 19^e-20^e :

attacparis20@attac.org ou
1-3 rue Frédéric-Lemaître - 75020 Paris

Informations, réflexions, campagnes :
<http://attac-paris19-20.org/>

Attac est présente
dans plus de quarante pays.

L'HÔPITAL MALADE DE L'AUSTÉRITÉ

Les personnels soignants des services d'urgence de l'Assistance publique- Hôpitaux de Paris (AP-HP) ont engagé depuis la mi-mars un mouvement de grève qui s'est peu à peu étendu à tout le pays. Signe de l'exceptionnelle gravité de cette crise, certains soignants, au lieu de porter un brassard « personnel en grève », comme ils le font d'ordinaire pour assurer la continuité des soins, se sont déclarés en arrêt maladie.

Devant l'explosion de colère du personnel des urgences, la seule réponse de la ministre de la Santé, Agnès Buzin, a été de confier à deux éminents spécialistes le soin d'établir un rapport sur la réforme des urgences dont les conclusions sont attendues... fin novembre. Comme si le traitement de cette crise n'était pas lui-même une... urgence. Comme si la situation des urgences, et plus généralement des hôpitaux publics, n'était pas parfaitement connue ! Rafraîchissons les mémoires !

Mise en place en 2004, la tarification à l'activité (T2A) détermine les ressources allouées aux hôpitaux sur la base du volume estimé de leurs activités, le « prix » de chacune d'elle étant fixé une fois l'an par le ministère de la Santé. De son côté, le Parlement vote chaque année, dans le cadre de la loi de financement de la Sécurité sociale, un Objectif national de dépenses de l'Assurance maladie (Ondam), qui fixe l'enveloppe financière des dépenses de santé. Or, les augmentations de l'Ondam, plafonnées à 2,3 % par an pour la durée du quinquennat Macron, sont nettement inférieures à la hausse tendancielle des besoins de santé, qui s'établit entre 3 et 4 % par an, du fait notamment du vieillissement de la population.

Cette disparité entre le budget alloué à la santé et la croissance de la demande de soins conduit à diminuer, année après année, les « prix » payés par le ministère de la Santé aux activités des hôpitaux. En somme, il est demandé aux hôpitaux d'en faire toujours plus avec toujours moins de moyens. À cela s'ajoute que les multiples réformes concernant l'hôpital ont toutes renforcé le pouvoir des gestionnaires, à savoir les directeurs et directrices d'hôpitaux. D'un pouvoir médical exclusif, on est passé à un pouvoir administratif tout puissant. Aujourd'hui, la direction gère tout :

les bâtiments, l'informatique, l'embauche et la gestion du personnel, mais aussi la cuisine, les équipements médicaux, l'organisation des blocs opératoires, la gestion des lits et jusqu'à la nomination des médecins. La gestion de la contrainte budgétaire en est venue à occulter l'objectif médical.

Cette contrainte et ce mode de gestion ont obligé les hôpitaux à couper dans leurs dépenses d'investissement. Entre 2009 et 2016, celles-ci ont régressé de 11 à 6 % de leurs recettes, avec ce que cela implique de dégradation des bâtiments et de vieillissement des équipements. Parallèlement, 100 000 lits ont été supprimés en vingt ans.

Mais ce sont surtout les personnels hospitaliers – médecins, infirmières, aides soignantes, personnels de service –, qui supportent l'essentiel de l'austérité budgétaire : salaires bloqués et insuffisants en regard des contraintes subies, plannings constamment réécrits, rappel des agents chez eux, y compris la nuit, pour pallier les absences, congés annulés, heures supplémentaires qui s'accumulent et restent impayées, mobilités imposées. Chaque jour se répète le même cycle de travail infernal et la terrible impression de ne parer qu'au plus pressé. Il en résulte un épuisement des professionnels du soin qui ne reconnaissent plus la finalité de leurs métiers.

La clé : augmenter le financement

Les mesures d'économie n'ont pas pour autant permis aux hôpitaux d'équilibrer leurs budgets. À la seule exception de l'année 2012, les hôpitaux publics ont enregistré chaque année depuis 2006 un déficit de leurs comptes, un sommet ayant été atteint en 2017 avec un trou de près d'un milliard d'euros. Conséquence inéluctable de ce déséquilibre, la dette des hôpitaux publics s'accroît d'année en année et représente désormais, à 30 milliards d'euros,



plus de 50 % de leurs ressources stables. On ne s'étonnera donc pas si, demain, des esprits mal intentionnés tirent argument de ce taux d'endettement pour exiger des hôpitaux publics de nouvelles coupes dans leurs dépenses...

Dans un entretien au quotidien *Libération* du 12 décembre dernier, Agnès Buzin déclarait : « Nous sommes arrivés au bout d'une histoire et d'un système. Par exemple avec la tarification à l'activité : ce système a fait croire à l'hôpital public qu'il devait se concentrer sur des activités rentables, qu'il devait se sentir une âme d'entreprise [...] Cette logique est arrivée à son terme ».

Qu'un ministre du gouvernement de la « start-up nation » reconnaisse qu'un hôpital n'est pas une entreprise comme les autres est en soi encourageant. Mais le diagnostic qu'avance la ministre est trompeur. Le problème des hôpitaux publics ne réside pas dans les modalités de leur financement mais dans son insuffisance. Que, demain, un autre dispositif soit substitué à la T2A, la situation des hôpitaux n'en sera pas améliorée si l'enveloppe financière globale qui leur est alloué continue d'augmenter moins rapidement que la demande de soins.

Un sondage mené dans le contexte du Grand Débat national a révélé que 88 % de nos concitoyens jugent que l'hôpital public est en danger et que 94 % d'entre eux attendent une augmentation des moyens financiers qui lui sont consacrés. Voilà un enseignement du Grand Débat qu'Emmanuel Macron aurait pu et dû retenir.

BULLETIN D'ADHÉSION

Nom..... Prénom.....

Adresse.....

Code postal..... Ville.....

Email.....

J'adhère à Attac et je verse pour l'année civile.....€

Ressources mensuelles et cotisation avec Lignes d'Attac

de 0 à 450 €..... 13 € - de 1600 à 2300 €..... 65 €

de 450 à 900 €..... 21 € - de 2300 à 3000 €..... 84 €

de 900 à 1200 €..... 35 € - de 3000 à 4000 €..... 120 €

de 1200 à 1600 €..... 48 € - au-delà de 4000 €..... 160 €

Bulletin à renvoyer accompagné d'un chèque bancaire ou postal à :

Attac Service adhésions - 21 ter, rue Voltaire - 75011 Paris